



Conseil économique et social

Distr. générale
25 mai 2005
Français
Original: anglais

Session de fond de 2005

New York, 29 juin-27 juillet 2005

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

**Réalisation des objectifs de développement convenus
sur le plan international, y compris ceux énoncés
dans la Déclaration du Millénaire, et suite donnée
aux textes issus des grandes conférences et réunions
au sommet organisées par les Nations Unies :
progrès accomplis, obstacles à surmonter et chances à saisir**

Déclaration présentée par Droit à l'énergie-SOS Futur, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2005/100.



Déclaration

Notre organisation agit partout dans le monde, là où le sous-développement et l'absence d'infrastructure empêchent l'accès à l'électricité. Elle intervient également dans les pays développés, en Europe et en France, lorsque la précarité prive les hommes et les femmes de ce produit essentiel. Dans cette optique, elle a formulé un certain nombre de propositions.

1. Création d'une agence mondiale pour l'électrification

Dans le domaine de l'accès à l'énergie, en particulier à l'énergie électrique, nous proposons de créer une agence mondiale unique dont le rôle serait triple.

- *Rôle politique* : Sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, cet organe serait chargé d'évaluer les projets élaborés en fonction de la situation et des besoins locaux. Sa mission consisterait à définir les priorités sous forme d'objectifs globaux, après discussion avec les acteurs locaux et régionaux et toutes les parties concernées;
- *Rôle financier* : L'agence serait mandatée à l'effet de négocier et obtenir les financements nécessaires auprès des organismes internationaux compétents (FMI, Banque mondiale, banques régionales de développement, etc.). Elle serait chargée de mettre au point les arrangements financiers les mieux adaptés aux besoins et aux situations sur le terrain et d'inviter les exploitants publics et privés à y participer. Elle garantirait les investissements des exploitants, à certaines conditions : la main-d'œuvre devrait être formée et l'exploitation et la gestion des installations devraient être transférées aux acteurs locaux, conformément à un calendrier préétabli;
- *Rôle technique* : Cet organe bénéficierait de l'acquis technique de spécialistes dans le domaine de l'élaboration ou de la validation de projets.

2. Création d'un observatoire des ressources fossiles, considérées comme appartenant au patrimoine mondial de l'humanité

Au vu de la raréfaction annoncée des ressources fossiles, il est nécessaire d'évaluer l'état des réserves, afin de mieux guider la politique énergétique mondiale. Cela facilitera grandement la prise de décisions et l'établissement de prévisions.

3. Adoption de nouveaux critères d'évaluation des entreprises

Notre organisation propose de définir de nouveaux critères d'évaluation des entreprises, inspirés de l'indicateur du développement humain établi par le PNUD, qui comprendraient une dimension environnementale. Celle-ci, associée aux évaluations économiques et sociales habituelles, pourrait entrer dans le calcul des taux de prêt.

4. Partenariat public-privé

De nombreux pays en développement ne disposent pas des ressources financières nécessaires pour investir dans l'infrastructure et dans la production et la distribution d'énergie. La contribution des entreprises du secteur énergétique est donc indispensable.

C'est pourquoi il est important que les politiques définies par les gouvernements ou les régions soient claires et établissent des règles précises, notamment concernant les missions de service public ou d'intérêt général : péréquation tarifaire, fixation du prix du kilowattheure, etc.

En contrepartie, les partenaires industriels qui investissent dans ces pays devraient pouvoir bénéficier d'un certain nombre de garanties couvrant les risques financiers et les risques liés à l'instabilité politique.

Nous recommandons la formation de partenariats multilatéraux regroupant divers acteurs :

- *À l'échelon national, le gouvernement*, qui définit la politique énergétique du pays et fixe le cadre réglementaire du secteur. Un partenariat peut être formé, par exemple, avec le Ministère de l'énergie.
- *À l'échelon local, les principales parties prenantes*, qui sont les mieux à même d'identifier précisément les besoins particuliers et les priorités en termes d'accès à l'énergie, notamment en milieu rural.
- *Les organisations locales*, notamment les ONG, qui créent un lien social essentiel et permettent à la population de participer à la prise de décisions en matière de politique énergétique.
- *Les exploitants du secteur*, qui peuvent offrir leur savoir-faire technique et contribuer au financement des projets.
- *Droit à l'énergie-SOS Futur*, qui serait chargé de valider et de « labelliser » les projets.

L'ensemble des garanties fournies et la nature multipartite des projets créeraient le climat de confiance indispensable pour obtenir le financement nécessaire.
